

Lutte de classe

Le combat contre les licenciements est une question politique.

Cet article était initialement une causerie, étant donné sa longueur j'ai décidé de le mettre en ligne à part.

Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis ?

Si au POI ils sont satisfaits d'avoir "perdu" plus de 20% de leurs adhérents en un an, au Npa ils ne manquent pas d'audace mal placée pour saluer leur score lors des élections européennes, avec 4,9 % des voix, en tenant compte des 60% d'abstentionnistes, cela donne 1,96%.

Ne rigolez pas, après un tel succès le Npa "« s'installe dans le paysage politique » *pour reprendre l'expression de la presse et a, de ce fait, des responsabilités nouvelles.*", dicit les militants de Débat révolutionnaire (n°7), la direction du Npa tient exactement le même discours.

Pour ce qui nous concerne, le résultat d'élections ou le nombre de militants importe peu dans une certaine limite, ce qui nous intéresse en priorité c'est sur quelle base se construisent ces partis, sur quelle orientation politique et quel programme ils interviennent dans la lutte des classes, quel objectif ils se sont fixés.

Ce qui est insupportable, c'est l'attitude de leurs dirigeants qui veulent toujours avoir raison et qui prennent la chose très au sérieux, alors que les faits contredisent leurs propos sans même qu'il y ait besoin de polémiquer pour le prouver tellement c'est évident.

Le POI visait la barre des 10.000 adhérents en juin 2009 et ils en sont loin, et le Npa visait un score qui lui aurait permis d'avoir des élus au Parlement européen alors qu'il n'en a pas. Si on les prend au mot, leurs dirigeants nous disent exactement l'inverse de la réalité que l'on a sous le nez. C'est comme lorsque les uns et les autres nous disent qu'ils sont indépendants, indépendants du PS ou du capitalisme, alors qu'en réalité, les faits démontrent exactement le contraire semaine après semaine.

Ce que je reproche à ces partis, ce n'est pas de n'avoir pas atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés, mais la fâcheuse habitude de leurs dirigeants de nous mentir ou de vouloir manipuler les faits, rien que les faits comme ils disent.

Comment voulez-vous après inspirer confiance aux travailleurs et aux militants ? C'est la question que je leur pose.

A mon niveau, mon intervention dans la lutte de classe est très modeste et ne peut pas être comparée à celle de ces partis, je le dis en toute simplicité, je ne vais pas raconter des histoires aux militants, sinon où va-t-on ? Leurs dirigeants ne sont pas des idiots, alors je me demande comment ils peuvent continuer d'agir ainsi en pensant que cela n'aurait aucune répercussion sur leurs militants ? J'ai beau retourner cette question dans tous les sens, je vous avouerais que cela me dépasse.

Un mot sur la question du combat contre les licenciements.

J'ai lu dans un article du Npa sur Internet que ce n'était pas parce que les travailleurs ne comprenaient pas forcément comment on pourrait empêcher les licenciements qu'il ne faudrait pas avancer dans cette voie. Bien, si tel est le cas, pourquoi ne pas avancer le mot d'ordre d'expropriation des capitalistes qu'ils ne comprendraient sans doute pas davantage, mais qui au moins aurait l'avantage de se situer à un autre niveau politique. Je m'explique.

Empêcher les licenciements ne veut pas dire forcément remettre en cause les rapports sociaux d'exploitation capitalistes, alors que l'expropriation des capitalistes signifie clairement que ce sont les travailleurs qui prennent la direction des entreprises et le contrôle de la production...

Dans le premier cas, on est dans le cas de figure où les patrons sont toujours propriétaires des moyens de production, on ne sort pas du système capitaliste, tandis que dans le second les moyens de production

deviennent la propriété collective de la classe ouvrière par l'intermédiaire de l'Etat ouvrier, on avance sur la voie du socialisme. Seule l'expropriation des capitalistes par la classe ouvrière pose directement la question du pouvoir politique au plus haut niveau, au niveau de l'Etat, pour que l'expropriation des patrons et actionnaires puisse réellement avoir lieu.

Il est vrai que d'une certaine manière, l'interdiction des licenciements est une ineptie ou une abstraction et demeure pour cette raison inaccessible aux travailleurs, alors que si l'on pose la question de l'expropriation des capitalistes dans la perspective du combat politique de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, on montre à la classe par quel moyen (politique) elle pourrait aboutir à prendre les leviers de l'économie et de fait décréter tout licenciement illégal ou non conforme à ses intérêts fondamentaux.

On nous objectera que le problème n'est pas là, que la question est « *d'unifier les luttes* » contre les licenciements, de regrouper les travailleurs menacés de licenciements, car ensemble ils pourraient les empêcher, etc. Nous sommes bien tous d'accord qu'il s'agit d'empêcher ou d'interdire **tous** les licenciements sans exception, que les entreprises fassent ou aient fait dans le passé ou non des profits. Expliquez-moi comment on pourrait empêcher les licenciements dans les entreprises en difficulté sans qu'une décision politique ne soit prise en amont au plus haut niveau de l'Etat, sans que le pouvoir politique en place intervienne ou décrète l'interdiction de ces licenciements et viennent en aide à ces entreprises ? Voulez-vous dire que ce serait à Sarkozy de prendre cette décision ? Qui croira un instant pareille baliverne alors que l'une des vertus de la crise du capitalisme a pour fonction de liquider les capitalistes les plus faibles, les entreprises les moins rentables ? Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre une telle mesure en s'appuyant sur la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière. Ne pas le dire aux travailleurs, c'est les mener droit dans une impasse, d'ailleurs ils le comprennent bien eux-mêmes.

On m'objectera encore que ce serait mettre Sarkozy au pied du mur. Mais dites-moi en quoi cela ouvrirait-il une issue politique aux masses ? Or toute la question est là et pas ailleurs. La question n'est déjà plus pour des millions de travailleurs de leur indiquer l'ennemi à abattre, mais bien l'objectif politique qu'ils doivent se fixer et les moyens pour y parvenir, autrement dit, il y a une différence de taille entre dresser les masses contre le régime sans objectif politique, et leur faire prendre conscience que c'est à eux de prendre les commandes du pays, et que pour y parvenir elles doivent au préalable chasser Sarkozy et dans la foulée liquider les institutions de la Ve République...

Traiter la question du combat contre les licenciements et la politique réactionnaire du gouvernement sous le seul angle économique, c'est finalement les laisser entrevoir que la solution à leurs problèmes se situerait au niveau politique sans leur donner la clé pour la résoudre. Dites-moi en quoi cela pourrait-il aider leur conscience politique à s'élever au niveau de la compréhension des tâches politiques qu'ils ont à accomplir dans la période actuelle ? Ne devrait-on pas les organiser dans la perspective politique d'en finir avec le pouvoir politique en place ? Sur quelle autre orientation politique devrions-nous construire un parti de combattants révolutionnaires ?

Se contenter de dresser les masses contre le régime pour aboutir éventuellement à l'ouverture d'une crise révolutionnaire qui se solderait par la formation d'un gouvernement de front populaire des partis inféodés au capitalisme, ne peut pas être notre objectif, n'aurait jamais dû l'être dans le passé il faudrait ajouter. La mobilisation des masses sur lequel repose l'ensemble du processus révolutionnaire doit être impérativement accompagnée par une élévation de leur conscience politique. La question de la construction d'un parti marxiste révolutionnaire demeure notre priorité dans la période actuelle, car sans le parti pour guider les masses tout au long du processus révolutionnaire, toute tentative de prendre le pouvoir se soldera par un échec.

En résumé, si les travailleurs ne comprennent pas comment on pourrait empêcher ou interdire les licenciements comme le prétend le Npa, on n'a rien à perdre à leur expliquer que pour exproprier les capitalistes, ils doivent s'organiser dans la perspective de la prise du pouvoir politique. Au moins on leur tiendra un discours simple, clair et cohérent... et révolutionnaire !

Ce n'est pas vrai que les masses par leur seule expérience peuvent s'élever au niveau des tâches du programme de la révolution socialiste, sans le parti, elles en seront toujours incapables, toutes les expériences du passé l'ont suffisamment démontré pour que l'on ne reproduise pas une nouvelle fois la même erreur. Maintenant, tout dépend de l'objectif que l'on s'est fixé : améliorer le sort de la classe ouvrière dans le cadre du capitalisme ou mener le combat jusqu'au bout pour le renverser.

C'est sur cette base politique qu'il faut combattre contre les licenciements et construire le parti dont la classe ouvrière a absolument besoin pour vaincre et avancer sur la voie du socialisme. C'est renouer aussi avec la méthode du marxisme.

Ah, sur cette base vous ne pourrez pas organiser demain une marche sur Paris, mais au moins vous aurez fait un pas en avant dans la construction du parti sur une base politique correcte, consciente, et donc vers le socialisme.

Si je faisais la même analyse politique de la situation que les dirigeants du POI ou du Npa, et surtout si j'avais la même conception qu'eux du parti, je ne serais pas capable de relier la question du combat contre les licenciements à la question du pouvoir et à la question du parti qui demeure déterminante.